ELECTIONS LÉGISLATIVES — 23 JUIN 1968 — 2ème CIRCONSCRIPTION

CENTRE - PROGRÈS ET DEMOCRATIE MODERNE



Si vous attendez des paroles de haine ne lisez pas ceci.

SOIXANTE SEMAINES SEULEMENT, DEPUIS LES DERNIERES LEGISLATIVES !

Ce que je craignais en Mars 1967 et que pendant plus d'un an, j'ai essayé d'éviter avec mes amis du Groupe PROGRES ET DEMOCRATIE MODERNE, que préside Jacques DUHAMEL, s'est produit, hélas !

Si à Brest, nous avons réussi à éviter les affrontements qui ont éprouvé beaucoup de grandes villes, nous sortons tous traumatisés de ce qui a failli dégénérer en guerre civile... Une guerre civile qui n'aurait profité qu'aux ennemis de la LIBERTE et de la REPUBLIQUE.

L'Assemblée Nationale ne pouvait rien faire pour éviter cette crise, déchirée qu'elle était par deux blocs inconditionnels. Les propositions, les avertissements de ceux qui ne s'y résignent pas, se sont heurtés à des fins de non-recevoir.

Et le Gouvernement s'est retrouvé, SEUL, face à la Rue.

Je ne le dis pas pour attiser les passions, encore moins la haine.

L'Heure n'est pas aux procès d'intention, aux reproches gratuits et inutiles, aux accusations hypocrites :

L'HEURE EST A L'AVENIR.

S'il faut en croire certains, il n'y aurait place en France que pour les GAULLISTES et les COMMUNISTES.

J'aime trop mon Pays pour pouvoir l'accepter. A mes yeux il ne s'agit pas de diviser, mais de rassembler tous ceux qui se refusant aux extrêmes, sont décidés à travailler à l'œuvre du Renouveau à laquelle nous sommes conviés.

C'est de l'apaisement et de la réconciliation de ses enfants, que la France a besoin.

Plus que jamais, je suis sûr que nous ne pourrons y parvenir que par le DIALOGUE et la COMPREHENSION entre le Gouvernement et l'Assemblée Nationale.

SI LE GOUVERNEMENT avait accepté de discuter avec l'Assemblée, de sa politique économique, sociale et plus particulièrement des Ordonnances sur la Sécurité Sociale ;

SI LE GOUVERNEMENT avait écouté les Députés qui avaient quelque compétence en matière de réforme universitaire ;

SI LE GOUVERNEMENT, enfin, avait consenti, comme le lui demandait l'Assemblée, à satisfaire les justes revendications, quand il était temps ;

la FRANCE n'aurait pas connu les heures critiques qu'elle vient de vivre ; son économie, et partant, les avantages accordés ne seraient pas en péril.

Si demain les mêmes erreurs devaient se reproduire, elles entraîneraient, infailliblement les mêmes effets.

IL NE FAUT PAS QUE CELA SE PRODUISE

Demain, la tâche consistera à consolider notre économie et à éviter l'inflation. Toute une politique à définir ! Elle implique une réduction massive des dépenses improductives, une modernisation hardie de nos infrastructures, le développement de la productivité, le plein emploi, et des possibilités accrues de consommation. Elle passe par l'EUROPE. Elle passe aussi, pour nous, par le développement de la BRETAGNE.

Une autre tâche, tout aussi capitale, consistera à restaurer, au vrai sens du mot, la REPUBLIQUE, c'est-à-dire la participation effective des citoyens et de leurs élus, à la vie de la Nation.

Je suis sûr qu'il existe dans ce vieux Pays, magnifique et généreux, assez d'hommes qui se refusent à voir la FRANCE déchirée en deux factions dont l'hostilité est elle aussi inconditionnelle, pour que mon ESPERANCE soit la réalité de la Nation.

C'EST EN HOMME LIBRE, qu'une nouvelle fois je m'adresse à vous, m'inspirant de ces principes, n'écoutant que ma conscience, ne pensant qu'à vos problèmes, à vos aspirations.

Rien de ce qui est à faire ne sera facile. Tout ce qui est à faire exigera VOLONTE, TRAVAIL, COURAGE, LUCIDITE.

Il ne doit pas y avoir deux catégories de français, mais un PEUPLE travaillant à son avenir.

Ce combat, je suis prêt, quels qu'en soient les risques et les dangers, à le mener avec vous, la tête haute.

Vous le valez bien,

et avec vous, la FRANCE,

NOTRE FRANCE A TOUS

Georges LOMBARD

Vu, le Candidat

Suppléant
François TRÉBAOL

IMPRIMERIES P.A.M. BREST